

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Risques Accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 Nevers Cedex

Nevers, le 20/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ

Chemin du Gros Bout
58470 Gimouille

Références : 250438
Code AIOT : 0005401332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/10/2025 dans l'établissement ANTARGAZ? implanté Chemin du Gros Bout - 58470 Gimouille. L'inspection a été annoncée le 29/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a notifié à la préfecture, par courrier du 15/04/2025, la cessation totale et définitive de son activité réalisée sur le site de GIMOUILLE et précisé que la mise à l'arrêt des installations serait effective courant juin 2025. La visite d'inspection a permis de vérifier la mise à l'arrêt effective des installations et le dégazage/inertage des installations de stockage de GPL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- Chemin du Gros Bout - 58470 Gimouille
- Code AIOT : 0005401332
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement ANTARGAZ, situé sur le territoire de la commune de GIMOUILLE, est un dépôt-relais de propane. Il a pour vocation de stocker et assurer la distribution de gaz de pétrole liquéfiés (GPL) sous forme de « vrac ». À ce titre, il participe au remplissage des citernes de particuliers ou professionnels (industrie, agriculture, hôtellerie...) et est approvisionné par camions gros porteurs uniquement. La livraison du produit, stocké dans un réservoir sphérique, est assurée par des camions petits porteurs.

L'établissement est soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement et a le statut SEVESO Seuil Haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à l'arrêt définitif	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
2	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
3	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1	Sans objet
5	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a pu constater l'absence de risques liées aux installations soumises à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Il n'y a plus de GPL sur le site. Les installations de stockage (et tuyauteries associées) sont dégazées et mises à l'air. Les installations nécessaires au chargement/déchargement de GPL ont été rendues inopérantes, de même que les installations de protection contre l'incendie.

Le site est correctement protégé des intrusions et la surveillance est assurée.

Le site est propre et entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à l'arrêt définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise à l'arrêt définitif
Prescription contrôlée : [...] III.- La mise à l'arrêt définitif consiste à arrêter totalement ou à réduire, dans une mesure telle qu'elle ne relève plus de la nomenclature définie à l'article R. 511-9, toutes les activités classées d'une ou plusieurs installations classées d'un même site, indépendamment de la poursuite d'autres activités sur le site et de la libération des terrains. [...]
Constats : L'installation est classée à autorisation pour les rubriques - 1414 (Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés 2. Installations desservant un stockage de gaz inflammable (stockage souterrain compris) : a. Installations de chargement ou déchargement desservant un stockage de gaz inflammables soumis à autorisation - 4718 Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel 2. Pour les autres installations a. supérieure ou égale à 50 t L'établissement est classé SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil de la rubrique 4718. L'exploitant a fait parvenir à la préfète de la Nièvre, le 15/04/2025, un courrier de notification de la cessation totale d'activité. Par courrier du 15/07/2025, l'exploitant indique avoir fait procéder le 18/06/2025 au dégazage de la sphère GPL et à l'inertage à l'azote de la pomperie ainsi que de l'ensemble des canalisations et compresseurs, jusqu'aux postes de chargement et déchargement. L'inspection des installations classées a pu constater que la sphère est vide et ouverte. Les tuyauteries associées ont été dégazées et sont à l'air. Les dispositifs d'instrumentation ont tous été déposés. L'exploitant a également procédé au retrait, les 28 et 29 août 2025, de 2 cuves domestiques de GPL (une cuve vide enterrée de 1000 L et une cuve aérienne de 1750 L utilisée pour le chauffage des locaux administratifs, vidée le 28/08/2025). Le jour de l'inspection, il n'y a plus de gaz inflammables liquéfiés présents sur le site. L'inspection des installations classées a pu constater que les équipements permettant le chargement ou déchargement de GPL ont été déposés. Les derniers mouvements de camions (entrants/sortants) datent de fin juin 2025. L'inspection des installations classées a pu constater (par photos transmises par le bureau d'études) la consignation de certaines armoires et équipements électriques rendant impossibles les opérations de stockage ou chargement/déchargement de GPL sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

[...]

IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;

[...]

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.

[...]

Constats :Concernant l'évacuation des produits dangereux et la gestion des déchets présents :

Les produits dangereux ont été évacués (Bordereaux de suivi des déchets dangereux présentés) et l'inspection des installations classées a pu constater l'absence de produits dangereux.

La totalité du GPL contenu notamment dans la sphère et la cuve domestique de GPL a été évacuée du site et les installations dégazées et mises à l'air (certificats présentés).

L'exploitant indique avoir déjà procédé à une première vidange de la fosse septique des bâtiments administratifs.

2 bennes à déchets sont à disposition sur le site : une pour la ferraille et une pour les déchets industriels banals (DIB). Il est rappelé à l'exploitant que seuls des déchets industriels banals doivent être déposés dans la benne DIB.

Les rétentions qui étaient associées aux stockages de produits dangereux sont vides.

Les circuits hydrauliques des groupes motopompes incendie n'ont pas été vidangés pour permettre la réutilisation des groupes motopompes par d'autres sites du groupe. Il n'a pas été constaté de fuite lors de la visite.

Concernant la suppression des risques d'incendie et d'explosion :

Les produits susceptibles de provoquer ou de contribuer à un incendie ou une explosion ont tous été évacués du site (notamment GPL, carburants...) : BSD présentés et constatations réalisées par l'inspection des installations classées.

Concernant la surveillance des effets de l'installation sur son environnement :

Les activités du site et les produits stockés sur le site ne présentant pas de risques particuliers pour les enjeux mentionnés au L511-1 du code de l'environnement, aucune surveillance n'est mise en place. Il n'existe pas non plus de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires le temps de la mise en sécurité. Lors de l'inspection il n'a pas été identifié d'effets

potentiels de l'installation sur son environnement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant évacuera au plus vite, comme il s'est engagé le faire, les produits ordinaires (archives...) encore présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1
Thème(s) : Risques chroniques, Interdictions ou limitations d'accès
Prescription contrôlée :
[...] IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : [...] 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; [...]
Constats :
Le site est correctement protégé des intrusions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, ATTES SECUR
Prescription contrôlée :
[...] III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats :
Le bureau d'études mandaté par l'exploitant est déjà intervenu pour identifier les mesures de mise en sécurité réalisées. Une prochaine visite du bureau d'études est prévue le 16/10/2025. Une ATTES-SECUR provisoire a été présentée le jour de l'inspection et l'exploitant s'est engagé à transmettre le 14/11/2025 l'ATTES SECUR définitive à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Mémoire de réhabilitation
Prescription contrôlée : <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;2. Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;3. En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux. <p>[...)</p>
Constats : <p>L'exploitant a bien identifié la nécessité de transmettre une ATTES-MEMOIRE. Il s'est engagé par courrier en date du 15/04/2025 à la transmettre à l'inspection des installations classées avant le 31/12/2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite